

La Muséologie Sociale
et le patrimoine populaire en
dialogue (perspectives Brésil-
France) : une introduction

Silvia Capanema, Carolina Ruoso,
Manuelina Maria Duarte Cândido

Ce livre est issu d'un séminaire de recherche sur la Muséologie Sociale, financé dans le cadre de l'appel à projets du Campus Condorcet pour les années 2022 et 2023. Intitulé « Pour un musée populaire et participatif à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : quels outils, quelles expériences et quel projet ? », il se voulait un atelier de sensibilisation et de découverte d'un domaine connu sous le nom de "Muséologie Sociale", mais aussi d'expérimentation de pratiques participatives en Muséologie (Capanema, Ruoso, 2023). En réunissant chercheurs et professionnels de musée, nous souhaitions amener la communauté universitaire (désormais réunie sur le tout nouveau territoire du Campus Condorcet inauguré en 2019, entre les villes populaires de Saint-Denis et Aubervilliers) et les différents acteurs intéressés par ces thématiques à réfléchir ensemble sur la base des expériences de la Sociomuséologie développée en Amérique latine, notamment au Brésil.

Nous nous demandions dans quelle mesure pouvaient être mises en relation les diverses dynamiques muséales alternatives, décoloniales, contre-coloniales, non-dominantes, subalternes ou de contre-mémoire, existantes dans les territoires populaires des différentes parties du monde. À l'origine, la possibilité d'inspirer de nouvelles expériences en Muséologie Sociale – comme celles menées au Brésil – dans le territoire de Seine-Saint-Denis avait plus particulièrement retenu notre attention. Quelles étaient les initiatives en muséologie alternative et populaire développées dans les périphéries urbaines en France ? Existerait-il un « désir de musée » émanant des catégories sociales subalternisées dans ces territoires de la banlieue nord de Paris, marquée par une histoire ouvrière et des migrations ? Pour aborder ces questions, nous avons organisé plusieurs séances de séminaires théoriques suivies de débats, ainsi que des ateliers pratiques sous la direction de Carolina Ruoso, incluant des cercles de conversation et mobilisant la méthodologie de l'inventaire participatif.

La Muséologie Sociale s'est notamment développée au Brésil dans la période contemporaine (des années 1980 à nos jours), à partir de la création de différentes typologies appelées, le plus souvent, « musées communautaires ». Le développement de la Sociomuséologie, comme le démontre Manuelina Duarte (Duarte Cândido, 2021), s'inscrit dans la continuité d'un mouvement de renouvellement de la Muséologie dont l'acte fondateur fut la Table Ronde de Santiago du Chili en 1972, qui invitait à réfléchir à la fonction sociale des musées en Amérique latine. Ce mouvement a été alimenté par la Nouvelle Muséologie française, qui avait rompu avec l'idée de la collection comme centre du processus de muséalisation en proposant de repenser la relation entre la société et le patrimoine d'un territoire.

De fait, la réflexion sociomuséologique ne peut faire l'impasse sur l'Écomuséologie, la Nouvelle Muséologie et les travaux précurseurs d'Hugues de Varine (2017). Ce dernier a sans aucun doute servi de passeur entre ces deux mondes, entre l'Europe (la France) et l'Amérique latine (en particulier le Brésil), à travers notamment ses nombreux allers-retours à partir des années 1970. Le Mouvement International pour une Nouvelle Muséologie (MINOM), créé dans le cadre de la conférence du Québec de 1984, a renforcé ces engagements, avec l'implication notable des délégations françaises, canadiennes et portugaises. Il a ouvert la voie à une nouvelle perspective muséologique au Brésil, qui a vu le jour à la fin de la dictature et à partir de la Constitution de 1988. Cette « Constitution citoyenne » a inscrit dans la loi de nouveaux droits sociaux, permettant des avancées en termes juridiques pour de nombreuses populations marginalisées ou subalternisées : le droit à la terre pour les descendants de personnes esclavisées (*quilombos*) et les populations indigènes ; le droit à la réforme agraire pour les paysans et les travailleurs « sans terre ». Dans la continuité de ces avancées, ont été mis en place différents dispositifs de financement culturel, ainsi que le développement à partir des années 2000 de la politique des « Points de culture » et des « Points de mémoire ».

À ce titre, le projet concret de la Muséologie Sociale au Brésil, ou celui de l'école de pensée connue sous le nom de Sociomuséologie, va bien au-delà de la conception des écomusées en France, puisqu'il s'agit de mettre en valeur les collectifs d'acteurs et la fonction sociale de ces derniers dans des territoires souvent marginalisés ou subalternisés. Sur le plan de la réflexion théorique, les méthodologies qu'elle mobilise se sont inspirées de la pensée de Paulo Freire, et plus spécifiquement de son concept des « mots générateurs » utilisé pour l'alphabétisation des adultes dans le cadre des « cercles de culture » que cet éducateur organisait (Freire, 1981). Suivant des principes similaires, une dynamique d'*objets générateurs* a été envisagée pour servir de base à la constitution de muséalisations participatives (Capanema, Ruoso, 2023).

C'est donc au Brésil, dans un contexte de grandes tensions sociales, de réaffirmation de la fierté raciale (indigène et noire) et populaire (populations des périphéries urbaines, classes précarisées), et de développement de la pensée décoloniale (Quiroz, Colin, 2023) voire contre-coloniale (Dos Santos, 2023), qu'est née la volonté d'implémenter une nouvelle politique mémorielle, culturelle et artistique, à partir de l'expérience « d'en bas », ouvrant la voie à une multiplication d'initiatives de musées sociaux et communautaires. Simultanément, du point de vue des champs disciplinaires, la notion de « Nouvelle Muséologie » s'est trouvée progressivement remplacée par celle de « Muséologie Sociale », afin de prévenir tout risque d'institutionnalisation et d'eurocentrisme

(Bruno, Chagas, Moutinho, 2017). Quant aux échanges internationaux, ils ont connu leur plus grand développement avec le Portugal, notamment à partir du travail pionnier de l'Université Lusophone (*Universidade Lusófona*), à travers la création d'un master et d'une école doctorale en Sociomuséologie au sein de cette institution. La question, dès lors, était celle de la pertinence de ce débat et de ces thématiques dans la France contemporaine.

Dans *Les lieux de mémoire*, ouvrage classique dirigé par Pierre Nora (1984), un nouveau concept avait été proposé, qui a montré sa pertinence lors des journées du patrimoine organisées dès cette époque, en prélude à la commémoration du bicentenaire de la Révolution Française : celui des « lieux de contre-mémoire ». Le Mur des Fédérés, au Cimetière du Père Lachaise, est devenu une référence en la matière¹. Mais on pourrait tout aussi bien évoquer en ces termes une partie du territoire de Seine-Saint-Denis. La bibliographie sur la « banlieue rouge » est vaste (Bacqué, Bellanger, 2018) et rend compte de la prégnance actuelle de l'éminent héritage de celle-ci dans l'espace public des villes du nord parisien : nombreuses sont les rues, les écoles, les places, les résidences sociales, les bâtiments publics qui font référence à la Commune de Paris, au mouvement ouvrier, aux membres du Conseil national de la Résistance et du Parti communiste, aux personnalités du communisme international... Le Musée Paul Éluard abrite une collection essentielle sur la Commune de Paris, et les archives départementales de Seine-Saint-Denis conservent des fonds remarquables sur l'histoire sociale ou ouvrière, comme ceux du PCF et du journal L'Humanité, parmi beaucoup d'autres.

En 2013, la ville de Saint-Denis a inauguré une sculpture de l'artiste Nicolas Cesbron en hommage aux victimes de l'esclavage colonial (Ruoso, 2021). Ce monument renvoie plus spécialement à l'histoire des Antilles françaises, portant gravés dans sa matière les noms et les numéros de matricule des derniers esclaves de ces colonies, au moment de leur libération en 1848. Chaque année depuis son inauguration, au jour de la célébration de l'abolition de l'esclavage, les militant·e·s des mouvements noirs et les descendant·e·s de personnes esclavisées y déposent des fleurs en souvenir de la mémoire de leurs ancêtres et en solidarité avec les luttes antiracistes actuelles en France. La présence de ce monument et les commémorations auxquelles il donne lieu sont des formes d'expression de ces acteurs et actrices sociaux qui acquièrent une signification considérable dans la ville de Saint-Denis, où deux tiers des jeunes ont au moins un de

¹ Rebérioux, Madeleine, « Le mur des Fédérés : rouge, "sang craché" », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, vol. 1 : La République, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque illustrée des histoires », 1984, 674 p. p. 629-636.

leurs parents nés à l'étranger (selon les données de l'INSEE publiées au 1^{er} janvier 2011).

Comment, en conséquence, établir des liens entre les différentes perspectives de mémoire sociale présentes dans le territoire de Seine-Saint-Denis — compte tenu de leur statut de « lieux de contre-mémoire » — et les méthodologies participatives de la Muséologie Sociale, à partir d'un dialogue notamment entre le Brésil, la France et le Portugal ? Cette réflexion a constitué l'objectif initial de cet ouvrage.

Au cours des échanges menés dans le cadre de nos ateliers, toutefois, nous nous sommes aperçues que la question du *patrimoine populaire* était souvent évoquée. Quel regard porter sur ce patrimoine, et à partir de quel point de vue ? Ou pour le formuler autrement, en suivant la pensée de Chimamanda Ngozi Adichie (2021)² : quels sont les éléments constitutifs de ce patrimoine, et en premier lieu, quels sont les acteurs et actrices autorisés à les reconnaître comme tels³? Quelles méthodologies, quelles approches théoriques sont employées à cet effet ? Si, comme l'affirme parmi d'autres Adichie, ce qui est reconnu comme patrimoine est constitué à partir d'un regard autorisé et dominant, on pourrait suggérer qu'en suivant les orientations de la Muséologie Sociale il serait possible d'envisager la construction d'autres patrimoines, d'autres patrimoines *du peuple*. Ces interrogations nous ont conduits au deuxième objectif de ce livre : comprendre, et faire émerger à partir d'une démarche comparative, l'existence d'un « patrimoine populaire » dans ces territoires périphériques.

En adoptant cette perspective, le patrimoine populaire serait constitué *par* le peuple et *pour* le peuple, dans des contextes d'échanges communautaires, à partir d'actions collectives visant la construction de mémoires communes. Le patrimoine populaire, les musées populaires — soit un autre nom pour désigner les « musées communautaires » —, sont organisés dans le cadre des luttes sociales et de la construction de la démocratie au Brésil. C'est le débat public, mené de façon coopérative et du « bas vers le haut », qui doit définir ce qui mérite d'être retenu en tant que mémoire et ce qui, à l'inverse, peut être « mis à l'écart ».

Des balades urbaines à la représentation d'un patrimoine populaire périphérique, les possibilités et les dynamiques à disposition sont nombreuses et plurielles. Elles sont portées par le regard de collectifs d'habitantes et d'habitants, d'historiennes, d'historiens, de citoyennes ou

² Lors de son discours dans le cadre de l'Humboldt Forum pour l'inauguration du Musée Ethnologique et Asiatique le 22 septembre 2021

³ <https://www.humboldtforum.org/en/programm/digitales-angebot/digital-en/keynote-speech-by-chimamanda-adichie-32892/>, consulté le 20 mai 2024.

de citoyens concernés, investis dans des projets de musées du logement populaire (au Brésil ou en France), ou dans la ré-découverte de bâtiments et d'espaces laissés à l'abandon. À cet égard, la conférence de l'historien Nicolas Offenstadt dans le cadre de nos ateliers a été particulièrement instructive. Les dynamiques d'exploration urbaine connues sous le nom d'URBEX (Offenstadt, 2022), dans des lieux désaffectés, empreints d'un passé révolu (en Allemagne de l'Est, mais aussi dans des anciennes usines en France) ne seraient-elles pas des formes de construction d'un regard alternatif, personnel, subversif, sur un patrimoine abandonné, en ruines, supposément indigne de l'intérêt des chercheurs et des autorités ?

Nous ne pensons pas que tout puisse être catégorisé en termes de décolonialité. La culture peut également être pensée sous le prisme de la subalternité, en s'appuyant sur les travaux de Gramsci (2013) et de Spivak (2018) pour appréhender des phénomènes propres à diverses sociétés, à partir des classes sociales et des classes dominées, parfois racisées. La dimension décoloniale reste toutefois à nos yeux un horizon primordial, de part et d'autre de l'Atlantique. S'inscrivant dans un débat plus large sur la fonction sociale du patrimoine, Françoise Vergès (2023) a récemment interrogé de façon incisive le rôle des musées des pays occidentaux dans le maintien des formes de colonisation culturelle.

Les grands musées étant des espaces privilégiés d'exclusion et de pouvoir, seule une approche radicalement différente du patrimoine – qui s'avère par ailleurs nécessaire – pourrait changer cet ordre des choses (Vergès, 2023). Au-delà des musées, cette observation s'étend à l'espace public, dans la mesure où le patrimoine demeure colonial y compris dans des espaces où le pouvoir a envisagé de construire un récit d'intégration nationale, comme le triangle de la Porte Dorée à Paris, où le Musée de l'histoire de l'immigration a ouvert ses portes en 2012 (Vergès & Vrainom, 2021).

Notre livre souhaite apporter une contribution à ce débat, à partir des expériences de différentes actrices et acteurs de terrain, ou de chercheuses et chercheurs. Et si notre point de départ était la Muséologie Sociale telle qu'elle s'est développée au Brésil, afin de la mettre en perspective avec les expériences dans les territoires subalternes en Europe et plus précisément en France (ainsi qu'avec les approches épistémologiques, théoriques, et les perspectives pratiques qu'elles convoquent), notre point d'arrivée devait à nos yeux se concrétiser en langue française. À l'appui de ce dialogue, la production bibliographique lusophone, issue du Brésil ou du Portugal, est déjà abondante. De fait, il nous semble intéressant, comme ce fut le cas à l'occasion de nos ateliers au campus Condorcet, de faire vivre ce débat dans des univers francophones, et de l'ouvrir ainsi à d'autres acteurs et actrices. Comme nous l'a vivement

suggéré Hugues de Varine (2017), nous avons également fait le pari d'inclure dans nos chapitres des contributions de collectifs associatifs, militants, porteurs de projets de mémoire populaire, de jeunes chercheuses et chercheurs, d'observatrices et observateurs intéressés par cette thématique, dans une perspective inclusive qui doit être celle de la Muséologie Sociale.

La première partie de notre ouvrage, au titre suggestif de « Comment naissent les musées? », se propose de présenter des éléments théoriques et des expériences pratiques à l'origine des « musées sociaux » ou des musées « à vocation populaire ». Manuelina Duarte, dans le chapitre d'ouverture du livre, lance et amplifie cette perspective théorique, en proposant à la réflexion des exemples d'expériences concrètes et de possibilités ouvertes par les champs socio-muséologiques. Le professeur Mário Moutinho, fondateur du département de Muséologie et ancien Recteur de l'Université Lusófona, et Judite Primo, titulaire de la chaire Unesco, poursuivent les discussions avec un article de référence qui revient sur le concept et la définition du domaine de la Muséologie Sociale (chapitre 2). L'article de Carolina Ruoso et Luiz Henrique Assis Garcia (chapitre 3), pour sa part, approfondit le débat sur la dimension participative des musées populaires en repensant les formes d'engagement en termes de justice épistémique et culturelle, une dimension incontournable dès lors que l'on s'engage en ce domaine. Les méthodologies participatives en Muséologie fonctionnent, d'une part, comme de véritables outils de constitution de patrimoine et, d'autre part, comme des mécanismes de transformation des acteurs et des actrices sociales populaires en de véritables commissaires d'expositions.

Le chapitre 4, rédigé par Fabiana Ferreira, revient sur la mise en place de la politique culturelle des « Points de mémoire » au Brésil, par les gouvernements successifs du Parti des Travailleurs. Cette politique a contribué, à partir de la deuxième décennie du XXI^e siècle, à l'émergence d'un bon nombre de musées communautaires. Dans le chapitre 5, nous revenons en France et, à partir de l'analyse de la constitution de la collection sur la Commune de Paris (1871) conservée au musée Paul Éluard à Saint-Denis, Anne Yannover et Laure Godineau s'interrogent sur les origines de ce musée municipal. Celui-ci serait-il une forme de « musée social » français avant l'heure ? Enfin, le chapitre 6, de Frédérique Génévée, rend compte de l'expérience du Musée d'Histoire Vivante de Montreuil, qui représente bien plus qu'un seul espace d'expositions et de collections à « vocation populaire », au cœur de la banlieue parisienne...

La seconde partie du volume est consacrée au « patrimoine populaire ». Le chapitre 7, écrit par Aurélien Fayet, retrace les chemins et le projet du collectif d'historiens AmuLoP (Association pour un Musée du

Logement Populaire). Il s'agit du montage d'une exposition pilote sur l'habitat populaire et l'histoire du logement social en France, à partir de la reconstitution d'histoires et d'appartements familiaux. Quant au chapitre 8, Jean-Jacques Clément et Jacques Grossard y démontre comment la mémoire populaire émerge, à travers le travail de l'association « Histoire Vivante », au moment même où les espaces de la Plaine Saint-Denis se trouvent eux-mêmes en processus accéléré de gentrification.

Le texte du collectif réuni autour de Mauro da Silva (chapitre 9) nous ramène au Brésil, à travers le « patrimoine vivant » et « en mouvement » au sein du Musée des Quilombos et Favelas Urbains de Belo Horizonte (Muquifu), investissant les différents espaces de son bâtiment et notamment son jardin. Dominique Schoeni propose, quant à lui, d'aborder la reconnaissance des musées sociaux de Rio de Janeiro dans la sphère politique, en considérant le témoignage des acteurs et des actrices qui les font vivre et qui constituent, par là-même, une nouvelle dynamique de patrimoine social et populaire (chapitre 10).

Portant sur la restitution d'une expérience de terrain, Anna-Lou Galassini (chapitre 11) présente une étude sur sa découverte, en tant que franco-canadienne, de la Muséologie Sociale au Brésil. Elle expose son vaste terrain de recherche autour des différentes expériences brésiliennes. Enfin, le chapitre 12, de Silvia Capanema, conclut notre ouvrage en présentant une recherche sur la mémoire sociale d'un immeuble abandonné à Saint-Denis, conçu par l'architecte moderniste brésilien Oscar Niemeyer pour le journal L'Humanité, au croisement de l'histoire de ladite « banlieue rouge » et du « territoire de naissance du slam poetry ».

Le dialogue que nous introduisons ici est donc provocateur, et cherche à dépasser un certain nombre de bornes et de limites pour susciter de nouveaux croisements de disciplines, de pratiques, d'expériences, de projets. Nous sommes conscientes qu'à cet égard, les difficultés sont persistantes et nombreuses. En premier lieu, en termes de restrictions matérielles et de freins budgétaires, l'art et la muséologie étant le plus souvent des choses des classes favorisées, avec des subventions très limitées pour les actrices et les acteurs « hors du milieu » des habitué·e·s.

La photographie présentée en couverture évoque le croisement des disciplines convoquées dans cet ouvrage (la Muséologie, la Sociologie, l'Anthropologie, les Sciences Sociales, l'Art et l'Histoire), ainsi que la variété des méthodologies utilisées (réflexions théoriques, récits d'expériences pratiques) et des conceptions exprimées par les auteurs et autrices, chercheuses et chercheurs, acteurs et actrices de terrain. Au carrefour de trois temporalités, de trois expressions patrimoniales dans le

même espace de la ville de Saint-Denis, l'image montre, à gauche, la façade de l'ancien siège du journal L'Humanité, symbole de l'architecture moderniste et de la présence de la sensibilité politique communiste dans l'espace public ; à droite un immeuble de cité de logement social (présence du projet et de la réalité de l'habitat populaire) ; et au fond la majestueuse Basilique de Saint-Denis, chef-d'œuvre gothique du XIII^e siècle construit sur l'itinéraire médiéval de Saint-Jacques de Compostelle, où sont enterrés les rois et les reines de France.

Saint-Denis est tout à la fois un site archéologique et une ville prototypique du « quartier populaire », de la « diversité » à la française, comme en témoigne l'édition *M Magazine* du journal *Le Monde* du 17 mai 2024, qui situe « l'autre ville olympique au centre du monde », à quelques semaines de l'ouverture des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. La banlieue, la marge, est transmutée en centre. Dans une large mesure, cette ville représente un *locus social* et culturel qui peut être appréhendé selon une approche transnationale. Le philosophe Paulo Arantes (2019), parmi d'autres, a montré en quoi les périphéries urbaines se ressemblent de plus en plus, dans un contexte mondial d'accélération du néolibéralisme, de la globalisation et des inégalités. Un processus qu'il a qualifié de « brésilianisation du monde ». De fait, comparer les objets des territoires périphériques et subalternisés en France et au Brésil nous semble être une perspective non seulement possible, mais également pertinente.

Le patrimoine populaire et les musées sociaux se situent souvent dans des territoires en voie d'effacement ou de gentrification. Dans un contexte de domination culturelle et économique capitaliste, nombre de ces initiatives sont menacées, tandis que d'autres, confrontées à de nombreux obstacles, peinent à voir le jour. Au Brésil, aujourd'hui encore, il n'existe pas de musée du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), le principal mouvement social du pays et l'un des plus remarquables à l'échelle internationale. En France, les acteurs sociaux concernés, les classes populaires, les migrants, les populations racisées, sont d'ordinaire écartés de la découverte des musées, ces « temples de la culture » comme les décrit Françoise Vergès (2023), en allusion au profil social des publics qui les fréquentent. Dans les grands musées, c'est le plus souvent dans la condition de travailleurs non qualifiés (sécurité, accueil, ménage, billetterie, vente, maintien technique des bâtiments, surveillance des œuvres...) que l'on rencontre des personnes noires, racisées, des classes populaires.

Par ailleurs, comme en témoignent plusieurs chapitres de cet ouvrage, des projets admirables de musées populaires tardent à voir le jour faute de ressources et de soutiens politiques. D'autres encore éprouvent de

grandes difficultés à trouver un modèle économique et social soutenable pour se maintenir dans la durée, faute de financements pérennes pour le fonctionnement de leurs structures, au-delà des investissements ponctuels. Ainsi, avant de rentrer dans la lecture des chapitres, nous souhaitons encore introduire une réflexion sur les musées insurgés, à partir d'un exemple actuel, celui du *Museu das Remoções* à Rio de Janeiro, un « musée des expulsions » ou « musée des évacuations » créé à partir de l'expérience du délogement des habitants dans le cadre des grands projets de Rio de Janeiro pour les Jeux Olympiques de 2016.

Des musées insurgés dans des contextes de gentrification

Nous savons que les musées fonctionnent comme des « zones de contact » (Clifford, 2016), où les identités et les altérités sont négociées. Cette négociation génère de l'inclusion ou de l'exclusion, ainsi que des outils pour la reproduction ou la rupture avec les stéréotypes. Les élites ont découvert le pouvoir des musées il y a longtemps (Chagas, 2002) et ont perfectionné les façons de les utiliser dans leurs projets de colonialité du pouvoir, du savoir, et de l'être (Quijano, 2005), de diplomatie culturelle et de *soft power* (Lord, Blankenberg, 2015). Ce qui est relativement récent, c'est d'observer des groupes socialement défavorisés s'appropriant les musées comme instruments de représentation, de revendication et de lutte (Freire, 1999 ; Duarte Cândido, 2021 ; Gouveia, Chagas, Duarte Cândido, Schoeni, 2022 ; Hernández, 2024, entre autres). En s'intéressant aux muséologies insurgées (Duarte Cândido, Cornelis, Nzoyihira, 2019), ce livre vise aussi à mettre en évidence des pratiques et des réflexions en cours au Brésil et en France susceptibles de s'inspirer et de s'alimenter mutuellement.

Un facteur qui a attiré notre attention lors de la réalisation de l'atelier « Pour un musée populaire » à Saint-Denis en 2022 était le contexte de gentrification résultant de la préparation des Jeux Olympiques de 2024 à Paris et dans ses environs. La ville de Rio de Janeiro, où ont prospéré les initiatives populaires basées sur la Muséologie Sociale, a subi un processus comparable lors de l'organisation des Olympiades de 2016. L'un des cas emblématiques de musées créés dans le cadre de la résistance populaire aux inégalités et aux violences du capital est né précisément dans le contexte de l'expulsion des habitants de la communauté de la *Vila Autódromo*, en vue de la construction de la *Vila Olímpica* (Teixeira, 2023). Cette expérience nous a semblé très inspirante pour Saint-Denis et la Seine-Saint-Denis, pour tant d'autres territoires victimes de la spéculation

immobilière, lourde de conséquences en termes d'usage de l'espace urbain par les couches les plus subalternes de la population.

L'histoire de l'expulsion des habitants à faible revenu des zones en cours de valorisation et d'urbanisation remonte, à Rio de Janeiro, au moins à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. En suivant le modèle parisien de Hausmann, de grandes percées ont alors été ouvertes dans le tissu urbain de l'ancienne capitale nationale. Les populations délogées se sont réfugiées sur des terrains moins valorisés, en particulier sur les pentes des collines menacées par les risques d'éboulements. Ce processus est à l'origine de nombreuses favelas de Rio de Janeiro.

Un siècle plus tard, la *Vila Autódromo*, une ancienne colonie de pêcheurs, s'est retrouvée au cœur de la zone d'extension de la ville des années 1960, accueillant les habitants déplacés d'autres favelas comme *Cardoso Fontes* et la *Cidade de Deus*. Pour ces derniers, ce n'était toutefois que partie remise. À partir des années 1990, les effets de la spéculation immobilière se font sentir de manière plus aiguë, et les habitants commencent à se mobiliser pour la résistance. La pression s'accroît exponentiellement dans les décennies qui suivent, à l'approche des Jeux olympiques. Ces derniers apparaissent comme une justification pour intensifier les expulsions, concernant à l'échelle de la municipalité plus de 77000 personnes entre 2009 et 2015⁴. Pujadas (2005) analyse la relation entre les grands événements internationaux, les interventions urbaines et les nouveaux espaces de centralité. L'auteur illustre, à partir des exemples des Jeux Olympiques de Barcelone (en 1992) et de l'Exposition Universelle de Lisbonne (en 1998), comment ces événements globaux ont été perçus comme :

de grandes opportunités pour procéder à la redéfinition symbolique de certains espaces urbains vieillissants et marginaux (comme *Poble Nou* et *Os Olivais-Chelas*), qui se sont trouvés transformés en espaces emblématiques pour la création d'une image de villes cosmopolites et en expansion. (Pujadas, 2005, p. 271). [notre traduction]

L'auteur attire également notre attention sur les effets de telles interventions urbaines, sur l'implosion interne des flux de la vie quotidienne et le sentiment de perte de références pour les habitants (Pujadas, 2005, p. 271). Cela ne se produit pas toujours de manière passive, à travers la soumission des populations à un nouvel ordre. À Rio

⁴ <https://museudasremocoes.com/>. Consulté le 30/09/2024.

de Janeiro, les processus d'expulsion n'ont pas été réalisés de manière pacifique. Les habitants sont entrés en résistance et se sont confrontés à la police. La population de la *Vila Autódromo* a lutté pour conserver non seulement son logement, mais aussi ses références symboliques. La création d'un musée dans le cadre de sa mobilisation ne doit ainsi rien au hasard. Ce dernier incarne une résistance aux nouveaux aménagements, signalant la présence estompée, sur les terrains désormais en friche, de lieux autrefois destinés aux rencontres et à la sociabilité. En ce musée de territoire, ce sont les corps de ceux qui ont affronté la violence de l'État qui deviennent, en l'absence des espaces physiques détruits par la force de l'avancée néolibérale, les supports de la continuité de leurs souvenirs et de leurs liens. Et où désormais s'affiche la devise du nouveau musée : « La mémoire ne s'expulse pas ».

Les locaux de l'Association des habitants figuraient parmi les premiers lieux détruits. Les habitants avaient toutefois conservé le sens de la collectivité, en affirmant que dès lors « toutes les maisons portaient l'enseigne de l'association », ce qui a été promptement réalisé en peignant la mention *Associação de Moradores da Vila Autódromo* sur l'ensemble des façades encore préservées. La résidente Sandra Maria explique cette action, menée après la démolition du siège de l'Association des habitants par la Mairie :

Nous l'avons souvent répété : ils avaient démoli un bâtiment, mais l'association continuerait d'exister. Nous avons donc écrit son nom sur toutes les maisons, pour que cela soit bien clair. L'association des habitants ne se réduit pas au local qui l'accueille, elle va bien au-delà. L'association des habitants, c'est leur organisation elle-même. Tant qu'il y aura des résidents organisés, discutant, combattant, l'association sera vivante. (*in* Peregrino, 2016).

Dans une société néolibérale compétitive et individualiste, la solidarité est révolutionnaire. L'État paraît avoir été particulièrement attentif à ce point, accordant la priorité à la démolition des espaces de sociabilité et de construction collective. En témoigne la destruction, parmi les zones affectées par les démolitions, d'une aire de jeux pour enfants créée de manière participative par les habitants.

À l'issue de multiples luttes et de nombreuses négociations, vingt familles (sur un total de 700 avant les opérations de délogement) sont parvenues à obtenir gain de cause, et demeurent sur place à ce jour. L'action de cette minorité revêt une portée plus générale, à travers le

maintien du statut administratif d'une partie du territoire comme Zone spéciale d'intérêt social (AEIS). Ces habitants en résistance sont parvenus également à préserver quelques ruines des maisons détruites, et ont placé une signalisation mettant en évidence les lieux de mémoire. La configuration du musée de parcours ou de territoire ainsi constitué est dynamique, et comprend aujourd'hui des sculptures réalisées à partir des décombres par des étudiants en architecture, une église épargnée par les destructions (l'église São José Operário), auxquelles s'est ajouté l'« amphithéâtre », une place circulaire construite en 2017.

Ce musée s'est en outre efforcé de satisfaire les exigences légales pour être reconnu officiellement en tant que tel, élaborant un programme muséologique avec le soutien technique du milieu universitaire.

À l'image de la ville qui l'environne, le *Museu das Remoções* est dynamique, et continue à étendre sa présence dans d'autres espaces au-delà du territoire de l'ancienne *Vila Autódromo*. Il est aujourd'hui présent dans les collections du Musée Historique National – à travers la donation de décombres venant compléter des séries acquises un siècle plus tôt –, dans des travaux universitaires, des articles, des ouvrages, des thèses et des mémoires de master. Il participe aussi à des événements scientifiques nationaux et internationaux⁵.

Sa forme insurgée met en demeure la Muséologie normative de penser ce mode d'existence inédit : quand bien même le Musée des expulsions perdrait le territoire qui est le sien et le parcours de ruines qui le compose, quand bien même ses habitants déménageraient en d'autres lieux, cesserait-il pour autant d'exister ? Ou à l'instar de l'association des habitants de la *Vila Autódromo*, poursuivrait-il son existence en chaque lieu où se trouvent ses acteurs ?

Remerciement

Nous tenons à remercier tout particulièrement Dominique Schoeni, dont le travail intellectuel et collaboratif sur ce projet a largement dépassé les responsabilités de relecture des textes.

⁵ Sandra Teixeira, habitante de la *Vila Autódromo* et l'une des principales leaders du mouvement de création du musée, a participé à la XXI^e Conférence du Mouvement international pour une Nouvelle Muséologie (MINOM) à Catane, en Italie, en février 2024. Elle a présenté à cette occasion une communication orale exposant son point de vue sur le Musée des expulsions.

Références bibliographiques:

Arantes, P. (2019). *A fratura brasileira do mundo*. Lisboa : Cadernos Ultramares.

Bacqué, M.-H., Bellanger, E., & Rey, H. (Eds.). (2018). *Banlieues populaires : territoires, sociétés, politiques*. Paris : éditions de l'Aube.

Bruno, C., Chagas, M., & Moutinho, M. (Eds.). (2017). *Sociomuseology 1: New Focuses/New Challenges*. Lisbonne : Université Lusofona de Humanidades e Tecnologias.

Capanema, S., & Ruoso, C. (2023). Les musées face à une autre histoire du Brésil : la muséologie sociale et l'émergence de nouvelles représentations et actions populaires. *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, (30). Mis en ligne le 22 décembre 2023, consulté le 20 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/11966>; DOI : <https://doi.org/10.4000/mimmoc.11966>.

Chagas, M. de S. (2002). Memória e poder: dois movimentos. In Chagas, M. de S., & Santos, M. S. dos. *Museu e políticas de Memória* (pp. 35-67). Lisboa : ULHT. (Cadernos de Sociomuseologia, 19).

Gouveia, I.; Chagas, M.; Duarte Cândido, M M; Schoeni, D (Dirs.). Les Cahiers de Muséologie - La Muséologie Sociale, Édition hors-série, n. 2 – 2022. 225 p. <https://popups.uliege.be/2406-7202/index.php?id=906>

Clifford, J. (2016). Museus como zonas de contato. *Periódico Permanente*, (06), 1-37. URL : <http://www.forumpermanente.org/revista/numero-6-1/conteudo/museus-como-zonas-de-contato-j-clifford>.

Dos Santos, A. B. (2023). *A terra dá, a terra quer*. São Paulo : Ubu editora.

Duarte Cândido, M. M. (2021). La muséologie sociale : expériences brésiliennes. In Gob, A., & Drouguet, N. *La muséologie : histoire, développements, enjeux actuels* (5e éd., pp. 316-319). Paris : Armand Colin.

Duarte Cândido, M. M., Cornelis, M., & Nzoyihera, É. (2019). Les muséologies insurgées : un avenir possible pour une tradition épistémologique. In Smeds, K. *The Future of Tradition in Museology: Materials for a discussion* (pp. 50-54). Paris : ICOFOM/ICOM. URL : http://network.icom.museum/fileadmin/user_upload/minisites/icofom/images/Icofom-mono-FutureofTradition-FINAL.pdf.

Freire, J. R. B. (1999). A descoberta do museu pelos índios. Terra das Águas - *Revista semestral do Núcleo de Estudos Amazônicos*, Universidade de Brasília, 1(1). Consulté le 13 août 2009 à <http://www.proindio.uerj.br/promu.htm>.

Freire, P. (1981). *Pedagogia do Oprimido*. Rio de Janeiro : Editora Paz e Terra. (Œuvre originale publiée en 1968).

Gramsci, A. (2013). *Antologia*. Madrid : Akal.

Hernández, L. E. (2024). *Répresentation muséale de la favela: regards croisés*. Lisboa : Edições Universitárias Lusófonas. (Col. Sociomuseology & Sociomuséologie, 3).

Lord, G. D., & Blakenberg, N. (2015). *Cities, Museums and Soft Power*. American Association of Museums.

Nora, P. (Dir.). (1984). *Les lieux de mémoire, Tome I. La République* (pp. XVI-LII). Paris : Gallimard.

Offenstadt, N. (2022). *Urbex : Le phénomène de l'exploration urbaine décrypté*. Paris : Albin Michel.

Peregrino, M. (2016). Museu das Remoções é inaugurado na Vila Autódromo. In *O cidadão do bairro da Maré (blog)*, 26 mai. URL : <https://jornalocidadao.net/museu-das-remocoes-e-inaugurado-na-vila-autodromo/>.

Pujadas, J. J. (2005). Ciudades acogedoras? Transformaciones urbanas, imaginarios y actores sociales. In *XVI Congreso de Estudios Vascos* (pp. 365-373). Bilbao : Eusko Ikaskuntza.

Quijano, A. (2005). Colonialidade do poder, eurocentrismo e América Latina. In Quijano, A. *A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais, perspectivas latino-americanas*. Buenos Aires : CLACSO.

Quiroz, L., & Colin, P. (2023). *Pensées décoloniales : une introduction aux théories critiques d'Amérique latine*. Paris : La Découverte.

Ruoso, C. (2021). Curadoria de barricadas: expor as feridas coloniais. *Sociomuseologia: para uma leitura crítica do Mundo*, 8(14).

Spivak, G. C. (2018). *Pode o subalterno falar?*. Belo Horizonte : Editora UFMG.

Teixeira, Sandra Maria de Souza. (2023). *Tijolos da História: Museu, Resistência e Memórias da Vila Autódromo*. Rio de Janeiro: Universidade do Estado do Rio de Janeiro. (Trabalho de conclusão do Curso de História)

Varine, H. de (2017). *L'écomusée*. Paris : L'Harmattan.

Vergès, F., & Vrainom, S. (2021). *De la violence coloniale dans l'espace public: visite du triangle de la Porte Dorée à Paris*. Paris : SHED.

Vergès, F. (2023). *Programme de désordre absolu : décoloniser le musée*. Paris : La Fabrique.

Partie I

Comment naissent les musées ? Une
perspective de la muséologie sociale

Silvia Capanema



Université Sorbonne Paris Nord,
Pléiade, Campus Condorcet
silvia.capanema@sorbonne-paris-nord.fr

Silvia Capanema est historienne et maîtresse de conférences en études lusophones à l'Université Sorbonne Paris Nord, chercheuse à Pléiade, Campus Condorcet. Elle est actuellement en délégation de recherche CNRS au CREDA-IHEAL. Elle travaille sur les mouvements populaires au Brésil au début de la République, l'histoire populaire et les relations entre mémoire, territoire et culture dans les périphéries urbaines dans une approche comparative Brésil-Europe. Elle a récemment publié au Brésil : João Cândido e os navegantes negros : a revolta da chibata e a segunda abolição (Malê, 2022) et a co-organisé le dossier en France : Les marges créatrices, IdeAs, n. 16, 2020.

Silvia Capanema is a historian and an associate professor of Brazilians studies at the Sorbonne Paris Nord University, and a researcher at Pléiade, Campus Condorcet. She is currently on a CNRS research delegation at CREDA-IHEAL. She works on popular movements in Brazil at the beginning of the Republic, people's history and the relations between memory, territory and culture in the urban peripheries in a comparative Brazil-Europe approach. She recently published in Brazil: João Cândido e os navegantes negros: a revolta da chibata e a segunda abolição (Malê, 2022) and co-organized the dossier in France: "Creative Margins", IdeAs, n. 16, 2020.

Carolina Ruoso



Universidade Federal de Minas Gerais
carolinaruoso@eba.ufmg.br
carol@ruoso.com

Carolina Ruoso a obtenu une licence d'histoire à l'Université Fédérale de Ceará (UFC – Brésil), un master recherche à l'Université Fédérale de Pernambuco (UFPE). Ces premières recherches ont abouti à la publication d'un livre "O Museu do Ceará e a linguagem poética das coisas (1971-1990)" et un doctorat en histoire de l'art à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (bourse CAPES) sous la direction de Dominique Poulot, avec une thèse intitulée : « Nid de frelons. Neuf temps pour neuf atlas. Histoire d'un musée d'art Brésilien (1961-2011) ». Elle a participé du Groupe de Travail en Histoire du Patrimoine et de Musées (<https://hipam.hypotheses.org/>) pendant son parcours doctoral. Actuellement, elle est professeur de Théorie et Histoire de l'Art à l'École de Beaux-Arts de l'Université Fédérale de Minas Gerais et poursuit une recherche issue de la thèse à propos des théories et méthodologies du curating : histoires des expositions, réseaux de curateurs d'expositions, les artistes-curateurs et méthodologies participatifs du curating.

Carolina Ruoso holds a bachelor's degree in history from the Federal University of Ceará (UFC – Brazil), a research master's degree from the Federal University of Pernambuco (UFPE). This initial research led to the publication of a book "O Museu do Ceará e a linguagem poética das coisas (1971-1990)" and a doctorate in art history at the University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne (CAPES grant) under the supervision of Dominique Poulot, with a thesis entitled: "Nid de frelons.

Neuf temps pour neuf atlas. Histoire d'un musée d'art Brésilien (1961-2011)". She participated in the Working Group on the History of Heritage and Museums (<https://hipam.hypotheses.org/>) during her doctoral studies. Currently, she is Professor of Art Theory and History at the School of Fine Arts of the Federal University of Minas Gerais and is pursuing research from the thesis on the theories and methodologies of curating: exhibition histories, networks of curators, artist-curators and participatory methodologies of curating.

Manuelina Maria Duarte Cândido



Universidade Federal de Goiás
manuelin@uol.com.br

Manuelina Maria Duarte Cândido est professeure de l'Université Fédérale de Goiás (Brésil) et Professeure invitée du doctorat en Sociomuséologie de l'Université Lusophone, à Lisbonne. Elle a été également invitée par les universités d'Artois, de Würzburg et de Catane, et par l'École du Patrimoine Africain, au Bénin. Elle a travaillé à l'Université de Liège (Belgique) et dirigé le Département de processus muséaux de l'Institut Brésilien de musées (IBRAM). Elle a fait partie du Conseil d'Administration de l'ICOFOM LAC, Comité de Muséologie de l'ICOM pour l'Amérique Latine et Caraïbe, et participé commission d'organisation de la Conférence du Mouvement International pour une Nouvelle Muséologie, MINOM, à Catane, en 2024.

Manuelina Maria Duarte Cândido is Professor at the Federal University of Goiás (Brazil) and Visiting Professor for the PhD in Sociomuseology at the Lusophone University, Lisbon. She has also been invited by the Universities of Artois, Würzburg and Catania, and by the Ecole du Patrimoine Africain, in Benin. She has worked at the University of Liège (Belgium) and headed the Department of Museum Processes at the Brazilian Institute of Museums (IBRAM). She was a member of the Board of Directors of ICOFOM LAC, ICOM's Museology Committee for Latin America and the Caribbean, and participated in the organizing committee of the Conference of the International Movement for a New Museology, MINOM, in Catania in 2024.